**Fourniture, livraison de plaques balistiques**

**Acte d’engagement**

*Code de la commande publique issu de l’ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et le décret 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant respectivement partie législative et règlementaire du code de la commande publique*

***Cadre réservé au pouvoir adjudicateur***

**Numéro de marché** : **21PS5030 BIS**

**Numéro d’EJ :**

**Imputation budgétaire : Années d’imputation** : 2025 - 2029

**Code de programme** : 107 ; 308 ; 152 ; 176

**Article de prévision** : 02

**Code CPV** : 35815100-gilet pare-balles / 35815000-vêtements pare-balles

**N° groupe de marchandise** :

42.01.11- protection balistique (gilet pare-balles)

**Axe d’analyse** : 10-AP1071320-SECU-EQPT

**N° activité** : 010703010301 Sécurité active GP/GD

**N° domaine fonctionnel** : 0107-02

**Autres informations** :

# IDENTIFICATION DES PARTIES

## Pouvoir adjudicateur :

Le Ministère de la Justice, Direction de l’Administration Pénitentiaire, dont le siège est situé : 13 Place Vendôme, 75042 PARIS CEDEX 01, dûment représentée par Monsieur le Directeur de l’Administration Pénitentiaire.

**Identité et qualité du signataire :** Monsieur le Directeur de l’Administration Pénitentiaire

**Personne habilitée à fournir les renseignements mentionnés à l’article L. 1211-1 du code de la commande publique :**

Monsieur le Directeur de l’Administration Pénitentiaire

Direction de l’Administration Pénitentiaire

13 Place Vendôme

75042 PARIS CEDEX 01

**Désignation des comptables assignataires :**

Service de contrôle budgétaire et comptable ministériel

13 Place Vendôme

75042 PARIS CEDEX 01

|  |  |
| --- | --- |
| ***Adresse postale des comptables assignataires de paiement*** | |
| **Bordeaux** | DRFIP33 (Nouvelle Aquitaine)  Service facturier n°FAC0000033 - P107 **ou** FACTCCO033 – P912  24 rue François de Sourdis - BP 908 - 33060 BORDEAUX Cedex |
| **Dijon** | DRFIP 21 (Bourgogne) – Service facturier N°FAC0000021  1 bis, place de la banque - 21042 DIJON Cedex  [dfrip21@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:dfrip21@dgfip.finances.gouv.fr) |
| **Lille** | DRFIP 59 (Nord Pas de Calais)  Service facturier n°CGFDJUS059  82 avenue du Président Kennedy - 59033 LILLE Cedex |
| **Lyon** | DRFIP 69  Service facturier n° FAC0000069  3 rue de la Charité  69002 Lyon  [drfip69@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:drfip69@dgfip.finances.gouv.fr) |
| **Marseille** | DRFIP 13 (Provence Alpes Côte d'Azur)  Service Dépenses – Service facturier n°FAC0000013  16 rue Borde  - 13357 MARSEILLE Cedex 20 |
| **Paris** | DDFIP 91 (Essonne)  Service Facturier n°FAC0000091  Division des Opérations et Comptes de l'Etat  27, rue des Mazières - 91011 EVRY CEDEX  [ddfip91@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:ddfip91@dgfip.finances.gouv.fr) |
| **Rennes** | DRFIP 35 (Bretagne)  Service Facturier 3 Justice n°FAC0000035  Avenue Janvier - BP 72102 - 35021 RENNES Cedex 9 |
| **Strasbourg** | DDFIP – Centre de Gestion Financière (CGF54)  Unité - Ministère de la Justice  47 rue Sainte-Catherine  CS 60069  54036 NANCY Cedex |
| **Toulouse** | CGF Justice DRFIP 31  15 place Occitane  31039 TOULOUSE  Service exécutant : CGFDJUS031  [drfip31@dgfip.finances.gouv](mailto:drfip31@dgfip.finances.gouv). |
| **Guadeloupe**  **Guyane**  **Martinique**  **Saint-Pierre-et-Miquelon** | |  | | --- | | Direction Régionale des Finances Publiques de la MARTINIQUE  Service exécutant : DAPPFGU972  Jardin Desclieux  BP 654 et 655 - 97263 FORT-DE-FRANCE Cedex | |
| **La Réunion**  **Mayotte** | |  | | --- | | Direction régionale des finances publiques de la REUNION  Service exécutant : DAPPFGU974  7 avenue André-Malraux - 97705 SAINT-DENIS Cedex 9 | |
| **Nouvelle-Calédonie** | |  | | --- | | Direction des Finances Publiques (DFiP) de la NOUVELLE-CALEDONIE  Service exécutant : DAPPFGU988  9 bis, rue de la République - BP C5 - 98844 NOUMEA Cedex | |
| |  |  | | --- | --- | | **Polynésie Française** |  | | Direction des finances publiques en Polynésie française  Service exécutant : DSJPFGU987  Immeuble « Résidence Anne-Marie Javouhey |
| **ENAP** | L’agent comptable de l’ENAP  440, avenue Michel Serres  CS 10028  47916 AGEN CEDEX 9 |

* Pour le Ministère de l’Intérieur :

Service de contrôle budgétaire et comptable ministériel du ministère de l’Intérieur (SCBCM)

Place Beauvau

Immeuble Lumière

75800 PARIS CEDEX 08

* Pour la direction générale des douanes et des droits indirects :

Trésorerie Générale des Douanes

30, Rue Raoul Wallenberg

TSA 80 032

75 927 Paris Cedex 19

## Identification du titulaire

Je soussigné(e)[[1]](#footnote-1) :

Agissant au nom et pour le compte de la :

au capital de :

ayant son siège social :

numéro de téléphone :

**Immatriculé(e**) :

N° d'identité d'établissement (SIRET) :

Code d'activité économique principale (APE) :

N° d'inscription au registre du commerce et des sociétés :

Dans le cas d’un groupement solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du groupement.

Dans le cas d’un groupement la DAP impose la forme du groupement solidaire.

**À compléter par le candidat :**

groupement solidaire

# PIECES CONSTITUVES DU MARCHÉ

Le titulaire déclare avoir pris connaissance et accepter les clauses figurant dans les différentes pièces constitutives du marché.

Par dérogation à l’article 4.1 du CCAG PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissante :

* le présent Acte d’engagement (AE) et son annexe financière ;
* le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
* le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
* le cahier des clauses administratives générales applicables (CCAG) aux marchés publics de fournitures courantes et de services (FCS) en vigueur à la date de signature du marché ;
* le cadre de réponse technique du titulaire ;
* le mémoire technique du titulaire et tout autre élément de son offre ;
* les bons de commande émis au titre du présent marché.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l’ordre dans lequel elles sont énumérées ci-avant.

Les originaux du marché et de la proposition définitive du titulaire, qui font seuls foi, sont conservés dans les archives de l’administration.

**Les modifications relatives aux rubriques « imputation budgétaire » ou « autres informations » de la première page du présent document sont internes à l’administration et ne donnent pas lieu à l’établissement d’un avenant.**

# OBJET ET DÉROULEMENT DU MARCHÉ

## Objet du marché

Le présent marché public a pour objet l’acquisition de plaques balistiques destinées à protéger les personnels de l’administration pénitentiaire, du ministère de l’Intérieur (gendarmerie et police) ainsi que de la direction générale des douanes et des droits indirects (DGDDI) durant leur service, en France hexagonale, en Corse et dans les DROM-COM.

## Déroulement du marché

Le marché est fractionné à bons de commandes conformément à l’article R2162-2 du CCP.

Les bons de commandes sont émis conformément aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14 du CCP.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu’au dernier jour de validité du marché. La durée de validité ainsi que les délais d’exécution des bons de commande sont mentionnés au CCAP.

## Durée du marché – délais d’exécution

La durée du marché est de vingt-quatre (24) mois à compter de sa date notification. Il peut être reconduit, quatre fois, par tacite reconduction, par période successive de six (6) mois, sans que la durée totale du marché ne puisse excéder quarante-huit (48) mois.

En cas de non reconduction du marché par le pouvoir adjudicateur, il prend la décision expresse de ne pas reconduire le marché et notifie cette dernière au titulaire un (1) mois avant la date d’anniversaire de la notification du marché.

Le titulaire ne peut s’opposer à la reconduction.

### Délai de livraison

Les délais de livraison sont fixés dans l’offre du titulaire. Les fournitures commandées doivent être livrées intégralement dans les délais proposés par le titulaire dans son offre.

# MONTANT DU MARCHÉ / AVANCE

## Montant du marché

Le montant des prestations faisant l’objet du marché est celui qui résulte des prix précisés à l’annexe financière jointe au présent acte d’engagement.

Le montant estimatif des prestations attendues, pour la durée totale du marché est de 25 540 000 euros HT répartis selon les bénéficiaires ainsi :

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Bénéficiaires** | **Montant estimatif HT pour 4 ans** | **Montant maximum HT pour 4 ans** |
| DAP | 7 000 000 € | 52 800 000 € |
| MININT | 17 940 000 € | 53 820 000 € |
| DGDDI | 600 000 € | 1 800 000 € |

Le montant maximum total du marché est fixé à 108 420 000,00 € HT.

La TVA est appliquée au taux légal en vigueur au jour de la facturation.

Le prix est réputé complet et comprend tous les frais nécessaires pour l’exécution du contrat, ainsi que l’ensemble des frais de gestion, reproduction et envoi des livrables et de déplacement des intervenants et charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation.

## Avance

S’agissant du bénéfice de l’avance, le titulaire précise son choix :

J’accepte de bénéficier de l’avance prévue à l’article R2191-16 du code de la commande publique ;

Je renonce au bénéfice de l’avance prévue à l’article R2191-16 du code de la commande publique.

# MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

## Compte bancaire à créditer / RIB

Les sommes dues au titre du présent marché seront libérées par virements

Le pouvoir adjudicateur se libérera des sommes dues au titre de l’accord cadre en faisant porter leur montant au crédit du compte suivant :

**Coordonnées bancaires du titulaire ou du groupement en cas de compte unique (obligatoire en cas de groupement solidaire)**

|  |
| --- |
| **COLLER RIB** |

En cas de groupement conjoint, le RIB de tous les membres du groupement doit être annexé au présent document.

**Modification des coordonnées bancaires**

En cas de modification des coordonnées bancaires en cours d’exécution de l’accord-cadre, le titulaire doit impérativement, dans les plus brefs délais, notifier ce changement par courrier et fournir le RIB correspondant à l’attention du service en charge du suivi contractuel et administratif coordinateur du marché soit à l’intention de l’interlocuteur principal du marché pour la DAP (art 11 du CCAP).

# OBLIGATIONS LÉGALES ET ENGAGEMENT

Après avoir pris connaissance du CCAP et des documents qui y sont mentionnés,

Après avoir établi les déclarations et fourni les certificats prévus aux articles R2143-7 à R2143-10 du code de la commande publique, ainsi que les documents **à l’article D.8222-7 du code du travail avant la signature du marché par la DAP et** à renouveler leur production tous les six (6) mois jusqu’à la fin d’exécution du marché,

Et après avoir fourni, en cas de redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet,

M'engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus à exécuter les prestations demandées, dans les conditions ci-après définies,

**Je m’engage ou j’engage le groupement dont je suis mandataire, conformément aux clauses et conditions du marché et de ma proposition, à exécuter les prestations demandées conformément aux stipulations contractuelles.**

L’offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si son acceptation m’est notifiée dans un délai de cent quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de remise des offres.

**ATTESTATIONS SUR L’HONNEUR**

Je, soussigné ………………………………………………………………………………………… (Nom du signataire), sous peine de résiliation du marché, après avoir pris connaissance de toutes les pièces du présent marché et des documents de la consultation et apprécié sous ma seule responsabilité la nature et la difficulté des prestations à effectuer,

***SI L’ENTREPRISE EST ÉTABLIE EN FRANCE :***

- Atteste sur l’honneur avoir déposé auprès de l’administration fiscale à la date de la présente attestation, l’ensemble des déclarations fiscales obligatoires,

- Atteste sur l’honneur que le travail sera réalisé pas des salariés employés régulièrement au regard des articles L.3243-2, R.3243-1 (bulletin de salaire), et L.1221-10 (déclaration nominative préalable d’embauche) du code du travail,

- Atteste sur l’honneur que [[2]](#footnote-2) :

Je / la société que je représente n’emploie pas des salariés étrangers.

Je / la société que je représente emploie des salariés étrangers.

Dans cette hypothèse, je / la société que je représente remettra la liste nominative des salariés étrangers employés et soumis à l’autorisation de travail prévue à l’article L.5221-2 du code du travail avant la signature du marché par la DAP.

La liste devra être établie dans les conditions prévues à l’article D.8254-2 du code du travail et précisera pour chaque salarié :

- sa date d’embauche ;

- sa nationalité ;

- le type et le numéro d’ordre du titre valant autorisation de travail.

***SI L’ENTREPRISE EST ÉTABLIE à l’Étranger :***

- Atteste sur l’honneur que je / la société que je représente fourni aux salariés des bulletins de paie comportant les mentions prévues à l’article R.3243-1 du code du travail ou des documents équivalents,

- Atteste sur l’honneur que [[3]](#footnote-3) :

Je / la société que je représente ne détache pas des salariés sur le territoire français pour l’exécution du marché.

Je / la société que je représente détache des salariés sur le territoire français pour l’exécution du marché.

Dans cette hypothèse, je / la société que je représente remettra la liste nominative des salariés détachés en application de l’article D.8254-3 du code du travail avant la signature du marché par la DAP.

La liste devra être établie dans les conditions prévues aux articles D.8254-3 et D.8254-2 du code du travail et précisera pour chaque salarié :

* sa date d’embauche ;
* sa nationalité ;
* le type et le numéro d’ordre du titre valant autorisation de travail.

M’engage, si le marché m’est attribué, à fournir les documents listés aux articles R2143-7 à R2143-10, du code de la commande publique et à l’article D.8222-7 du code du travail avant la signature du marché par la DAP et à renouveler leur production tous les 6 mois jusqu’à la fin d’exécution du marché.

**Signature de l’entreprise[[4]](#footnote-4)**

Fait en un seul original, à……………………………………………………………, le ……………………………………

Nom et qualité du signataire :

Cachet de l’entreprise

**Signature du représentant du Pouvoir adjudicateur**

Fait à

1. À renseigner par le titulaire. [↑](#footnote-ref-1)
2. Cocher la case concernée [↑](#footnote-ref-2)
3. Cocher la case concernée [↑](#footnote-ref-3)
4. En cas de groupement d’entreprises, tous ses membres doivent signer l’acte d’engagement, sauf si le mandataire a été habilité par les autres membres du groupement à signer seul le marché. Dans ce dernier cas, la signature doit être celle du mandataire habilité tel qu’il est indiqué sur le formulaire DC4 remis dans le dossier de candidature formulaire téléchargeable sur le site du MINEFI : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> [↑](#footnote-ref-4)